



International Foundation
for Electoral Systems



Une approche féministe à l'appui de la démocratie internationale : Contribution du Canada

Gabrielle Bardall, Ph. D.

Conseillère en genre, Fondation internationale pour les systèmes
Chercheuse universitaire, Centre d'études en politiques internationales, Université
d'Ottawa

Témoignage écrit présenté à la Chambre des communes :
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

22 février 2019

Le temps est venu pour le Canada de défendre les valeurs démocratiques dans le monde entier. Le déclin constant de la démocratie, la prolifération d'États semi-autoritaires et la montée de la promotion autocratique étrangère et des mouvements populistes de droite à travers le monde menacent le système international des droits de la personne sur lequel la démocratie est fondée.

Parmi les nombreux outils de politique étrangère dont dispose le Canada, l'appui à la démocratie à l'étranger est l'une des contributions les moins coûteuses et les plus efficaces que le pays puisse apporter pour résister aux mauvais joueurs, défendre les valeurs mondiales, protéger la sécurité nationale et investir dans un monde plus pacifique et prospère. Le Canada a un rôle unique à jouer dans le développement des démocraties, particulièrement en raison du lien important, mais souvent négligé et mal compris, qui existe entre la démocratie et l'égalité des sexes. Une gouvernance démocratique inclusive – et la paix et le bien-être public qu'elle facilite – engendrent des sociétés plus saines, est plus efficace pour réagir aux changements climatiques, favorise la prospérité des partenaires commerciaux et bâtit un monde plus sûr.

Le féminisme – c'est-à-dire la défense de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes – est une valeur canadienne fondamentale que partagent tous les partis et qui unit les Canadiens. Une approche féministe de l'aide à la démocratie est essentielle pour relever les défis géopolitiques actuels, notamment la stagnation démocratique, les conflits récurrents et la résurgence de l'autoritarisme. En tant que chef de file historique dans ce domaine, ainsi que dans d'autres domaines importants de la gouvernance inclusive (comme les changements climatiques, le règlement des conflits et la tolérance religieuse), le Canada peut façonner une nouvelle approche de l'aide à la démocratie qui élève les droits fondamentaux de la personne. L'expérience canadienne en matière d'inclusion politique des peuples autochtones et de multiculturalisme est également précieuse pour élaborer une nouvelle vision de l'aide à la démocratie.

Ce témoignage offre une interprétation de ce à quoi peut ressembler une approche féministe de l'aide à la démocratie dans la pratique. J'insiste sur l'importance de la diversité et de l'intégration transversale dans la mesure de la démocratie et je soutiens que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes devraient être intégrées de manière significative dans les notions d'intégrité électorale, de représentation et de normes juridiques électorales. Le soutien à la démocratie à l'étranger devrait mettre l'accent sur la fin de l'impunité pour la violence à l'égard des femmes en politique et envisager de multiples formes et espaces de représentation. Les structures et les mécanismes de ce soutien devraient également refléter ces valeurs.

Qu'est-ce que l'aide à la démocratie?

Bien que la promotion de la démocratie puisse englober un large éventail d'actions, allant de la diplomatie à l'intervention militaire, elle est ici interprétée comme ne concernant que les activités non coercitives entreprises dans l'intention explicite de « favoriser l'ouverture démocratique dans un pays non démocratique ou de favoriser une transition démocratique dans un pays qui a connu une ouverture démocratique¹ ». Les acteurs de la promotion de la démocratie sont des acteurs multilatéraux, bilatéraux, quasi étatiques et non étatiques. Les activités spécifiques peuvent comprendre : l'assistance et l'observation électorales; le soutien aux partis politiques; les conseils constitutionnels et juridiques; le soutien à l'État de droit et au secteur de la justice; le renforcement parlementaire; les processus de décentralisation, le fédéralisme et le soutien aux administrations locales; l'éducation civique et des électeurs; le soutien et la réforme du secteur de la sécurité; l'assistance aux syndicats et aux médias indépendants².

L'expression « appuyer une gouvernance inclusive » reflète les valeurs démocratiques projetées à travers tout système politique donné. Cela comprend l'inclusion de voix diverses et représentatives de toute société ou population, et en particulier de celles qui sont le plus souvent exclues : personnes vivant dans la pauvreté, femmes, populations autochtones, personnes handicapées, jeunes et minorités ethniques et religieuses³.

Pourquoi le monde a-t-il besoin d'une vision de la démocratie ancrée dans le féminisme?

La démocratie est une valeur canadienne fondamentale et un fondement de la paix et de la prospérité. D'autres ont décrit un grand nombre des menaces alarmantes qui pèsent aujourd'hui sur la démocratie et ont présenté des arguments convaincants en faveur d'un engagement renouvelé de la part du Canada. Mais un aspect critique de l'équation démocratique qui est profondément touché par la montée de l'autoritarisme et auquel le Canada est particulièrement bien placé pour répondre est la question du genre. L'égalité des sexes et l'autonomisation politique des femmes, qui sont au cœur de l'objectif 5 de développement durable des Nations Unies (ONU), n'ont pas toujours été bien servies par les approches traditionnelles de l'aide à la démocratie et sont sérieusement et récemment menacées par la situation actuelle.

On suppose souvent que la démocratie et l'égalité des sexes sont inextricablement liées et que toutes les actions qui soutiennent la démocratisation font progresser sans relâche la participation politique et l'autonomisation des femmes. La réalité est beaucoup plus complexe. Trois questions en particulier influent sur la relation entre le genre et la démocratie dans l'espace géopolitique d'aujourd'hui : les lacunes et les insuffisances de la dynamique générale de démocratisation; la manipulation de l'égalité des sexes par les démocraties de façade; et les attaques directes contre l'égalité des sexes dans le cadre des attaques autocratiques contre la démocratie et les droits de la personne.

Les défis posés par les pratiques courantes de démocratisation sont souvent liés à la dynamique post-conflit. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité vise à promouvoir et à soutenir la participation active et significative des femmes dans tous les mécanismes et institutions formels et informels de prévention et de règlement des conflits et à intégrer une perspective de genre dans toutes les activités et stratégies de paix et sécurité. Aussi difficile que soit la mise en œuvre de la résolution 1325 dans le domaine du rétablissement de la paix, il est encore plus difficile de la traduire dans l'espace post-conflit. Même lorsque la résolution 1325 réussit à faire participer les femmes aux processus de paix, une fois les négociations terminées et que les États reviennent au statu quo en matière d'élections et de renforcement des institutions, les femmes disparaissent souvent de la carte politique et reculent ou sont poussées en marge du leadership. Les institutions de l'État sont reprises par les acteurs traditionnels – souvent masculins – et la dynamique fondamentale qui sous-tend le conflit initial demeure inchangée. Cette tendance s'applique également à de nombreux contextes post-autoritaires et post-révolutionnaires. Une approche canadienne « féministe » de l'aide à la démocratie pourrait ouvrir la voie à l'application de la résolution 1325 aux processus de démocratisation.

Là où les femmes réussissent à s'imposer en politique dans les États en transition ou semi-démocratiques, leurs progrès sont souvent inégaux. Les partis en place qui font face à moins de menaces pour leur majorité législative sont plus susceptibles de faire de la place aux femmes candidates. En revanche, les partis d'opposition se livrent une concurrence féroce et obtiennent moins de sièges, ce qui a pour effet d'évincer les femmes et les candidats potentiels d'autres groupes marginalisés, comme les

minorités ethniques ou les personnes handicapées. Par exemple, des États autoritaires, comme le Burundi et le Rwanda ont un nombre étonnamment élevé de femmes du parti au pouvoir au Parlement, tout en manifestant une répression choquante des voix féministes critiques et une marginalisation profonde des femmes des partis d'opposition.

Là où cet effet se poursuit dans le temps, des déséquilibres structurels entre les femmes expérimentées du parti au pouvoir et les femmes de l'opposition « exclues » peuvent apparaître. Ce qui est encore plus troublant, c'est que si le leadership politique des femmes est associé à un parti politique unique ou à un régime oppressif, il peut politiser les droits des femmes et causer de sérieux revers pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur le long terme. Une vision sexospécifique, dirigée par des Canadiens, pourrait faire de la diversité descriptive (démographique) et substantive (idéologique) une composante fondamentale de la démocratie.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont également des piliers de la stratégie autocratique actuelle. Depuis la montée de la démocratie après la guerre froide, les États semi-autoritaires ont adopté d'innombrables stratégies pour se faire passer pour des démocraties afin d'acquérir une légitimité nationale et internationale, notamment en manipulant la politique d'égalité des sexes. En conséquence, nous assistons à de nombreux exemples de régimes semi-démocratiques qui ont réussi à promouvoir les droits politiques des femmes, tout en minant les programmes démocratiques et féministes⁴. Ces autocrates exploitent régulièrement des points de vue occidentaux simplistes, non critiques et sexistes latents sur la participation politique des femmes, qui supposent que les femmes sont monolithiques et interprètent « les femmes en politique » comme des synonymes inconditionnels de la démocratie. Bien que la présence des femmes aux postes gouvernementaux soit essentielle à la promotion de l'égalité politique entre les sexes, les autocrates utilisent aussi stratégiquement les quotas, les missions diplomatiques et ministérielles et la participation aux forums internationaux des femmes pour détourner l'attention d'autres violations des droits et renforcer leur légitimité démocratique perçue dans la communauté internationale. Une approche sexospécifique de l'aide à la démocratie doit reconnaître ces tactiques et y résister.

Enfin, il est urgent de renouveler l'engagement « féministe » envers la démocratie, car **les autocrates du monde entier militarisent de plus en plus les questions de genre pour s'attaquer au système international des droits de la personne dans son ensemble, au cœur même des valeurs canadiennes**. Partout dans le monde, les affronts aux droits des femmes, aux valeurs féministes et aux femmes en politique sont en hausse dans le discours politique et les actions des dirigeants autocratiques, dont les cibles sont à la fois nationales et étrangères.

Ces agressions sont parfois manifestes, comme au Sri Lanka, en Inde, en Afghanistan, aux Philippines, en Turquie et au Pakistan, où des régimes autoritaires se sont attaqués aux droits des femmes et des minorités pour se présenter comme les défenseurs de structures sociales dominées par les hommes. La violence à l'égard des femmes en politique est devenue de plus en plus visible et est alimentée par les autorités nationales et étrangères qui tirent parti des attitudes sexistes existantes pour exacerber la violence politique sexiste actuelle et d'autres obstacles à l'ascendant politique des femmes⁵. Les campagnes étrangères de manipulation des élections et de désinformation encouragent activement le sexisme et la violence sexiste, comme l'illustrent les recherches à venir en Ukraine de l'IFES⁶⁷.

S'attaquer à l'égalité des sexes et promouvoir le sexisme fait partie d'une stratégie plus large visant à promouvoir les valeurs sociales et le climat politique qui facilitent la croissance de l'autocratie – en particulier en alimentant l'intolérance sociale, la peur du changement et le sentiment d'insécurité desquels l'autocratie se nourrit. En sapant le système des droits de l'homme, cette stratégie sape la

légitimité des institutions et des structures qui défendent les droits de l'homme et sanctionnent les régimes autoritaires qui les violent. En effet, attaquer les droits des femmes et promouvoir l'intolérance servent un double objectif pour les autoritaires, en paralysant les organismes internationaux créés pour les contraindre et en créant des groupes d'intérêt favorables à une plus grande autocratisation⁸.

Ces défis complexes sont le nouveau visage de la crise de la démocratie dans le monde d'aujourd'hui. Comprendre les dimensions sexospécifiques de la démocratie et de l'autocratie est essentiel à la protection et à la promotion des droits de la personne. La promotion de l'égalité entre les sexes dans le cadre de la politique étrangère et des programmes d'aide au développement du Canada ne date pas d'hier, ce qui lui permet de mener l'aide à la démocratie vers une nouvelle ère qui tient compte de cette dynamique délicate.

Une approche typiquement canadienne de la démocratie et du développement

Bien que le terme « féministe » n'ait fait son apparition dans la politique étrangère canadienne que sous le gouvernement actuel, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont les fondements des valeurs canadiennes et sont au cœur de la politique étrangère canadienne depuis des décennies. Le Canada a adopté les lignes directrices d'Intégration de la femme dans le développement (IFD) depuis 1976 et dispose d'une politique d'IFD depuis 1984. L'IFD a été identifiée comme un thème prioritaire pour le programme d'aide publique au développement du Canada à partir de 1995, lorsque le Plan fédéral du Canada – une réponse au Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing, en Chine – a établi un cap pour affirmer « le rôle de leadership international du Canada dans la promotion de l'égalité entre les sexes au niveau mondial », reconnaissant que « la promotion de l'égalité entre les sexes – comme enjeu sur les plans des droits de la personne, de la justice sociale et du développement – constitue un aspect important de la politique étrangère du Canada et de sa politique d'aide. Cette promotion s'appuie sur la conviction que l'égalité des droits des femmes constitue un élément indispensable et inhérent des progrès réalisés à l'égard des droits de la personne et du développement démocratique dans l'ensemble, et que le développement ne deviendra durable et équitable que si les femmes peuvent participer comme partenaires égales et comme décideuses au développement durable de leur société⁹. » En fait, le féminisme est depuis longtemps ancré dans les politiques canadiennes et constitue l'une des véritables valeurs non partisans qui unissent les Canadiens.

Tableau d'ensemble : L'inclusion et la diversité au cœur de la vision du Canada en matière de démocratie

Répondre à l'appel de l'objectif 16 des Nations Unies en matière de développement durable, à savoir « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous », exige une vision large, incluant et allant au-delà des questions féministes décrites ci-dessus. En plus d'appuyer les droits des femmes, le Canada apporte à ce domaine de l'aide internationale des forces distinctes, y compris des facteurs historiques et institutionnels (expérience du multiculturalisme, administration électorale de renommée mondiale, institutions parlementaires et fédérales, leadership dans la négociation et la médiation des conflits) et des avantages sociaux et culturels (confiance et respect mondiaux comme puissance intermédiaire démocratique, ainsi que des professionnels très expérimentés en démocratie et en gouvernance). L'expérience et la vision

canadiennes offrent des contributions uniques à de multiples domaines de l'inclusion démocratique au-delà du féminisme, y compris les droits des Autochtones, le genre et les changements climatiques, la résolution des conflits et la tolérance sociale.

Droits autochtones et inclusion politique

Longtemps négligés et parsemés d'injustices et d'échecs, les droits des peuples autochtones sont un domaine émergent dans l'ensemble des droits et pratiques internationaux¹⁰. Les peuples autochtones du Canada et les autres défenseurs canadiens des droits des Autochtones peuvent contribuer à appuyer une gouvernance inclusive pour les peuples autochtones à l'étranger en faisant progresser tous les articles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (A/RES/61/295), et en particulier les articles qui traitent des questions de gouvernance, notamment :

- Soutenir les droits et les institutions qui donnent aux peuples autochtones le droit de « participer à la prise de décisions sur des questions qui peuvent concerner leurs droits, par l'intermédiaire de représentants qu'ils ont eux-mêmes choisis conformément à leurs propres procédures, ainsi que le droit de conserver et de développer leurs propres institutions décisionnelles » (article 18).
- Aider les procédures pour permettre et garantir que « [l]es États se concertent et coopèrent de bonne foi avec les peuples autochtones intéressés – par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives – avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives susceptibles de concerner les peuples autochtones, afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause » (article 19).
- Définir des approches pour maintenir et renforcer des institutions, juridiques et culturelles distinctes tout en conservant le droit de participer pleinement, s'ils le souhaitent, à la vie de l'État et d'identifier les mécanismes étatiques de réparation (article 5).
- Aider les États à « mettre en place et à appliquer, en concertation avec les peuples autochtones concernés, un processus équitable, indépendant, impartial, ouvert et transparent prenant dûment en compte les lois, traditions, coutumes et régimes fonciers des peuples autochtones, afin de reconnaître les droits des peuples autochtones en ce qui concerne leurs terres, territoires et ressources, y compris ceux qu'ils possèdent, occupent ou utilisent traditionnellement, et de statuer sur ces droits. Les peuples autochtones auront le droit de participer à ce processus » (article 26).

Genre et changements climatiques

Les femmes sont souvent confrontées à des risques plus élevés et à des charges plus lourdes du fait des changements climatiques dans les situations de pauvreté, et leur participation inégale aux processus de prise de décisions aggrave les inégalités et peut les empêcher de contribuer à la planification, à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre en matière climatique¹¹. La recherche démontre que la reconnaissance des contributions importantes des femmes en tant que décideurs et expertes dans tous les secteurs et à tous les niveaux peut mener à des solutions efficaces et à long terme au changement climatique¹². Le leadership du Canada dans ce domaine est remarquable, notamment en jouant un rôle important dans les négociations en vue de l'adoption d'un plan d'action sur l'égalité des sexes à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2017 pour appuyer la participation significative des femmes aux négociations et renforcer l'élaboration de politiques tenant compte des différences entre les sexes en vertu de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Sous le gouvernement Trudeau, le Canada a lié son engagement de 2,65 milliards de dollars

en matière de changements climatiques à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes, conformément à sa politique d'aide internationale. Ces liens peuvent être resserrés si l'on veut renouveler l'engagement en faveur de la démocratie.

Soutien à la démocratie dans des sociétés profondément divisées

La sécurité est la condition préalable la plus importante à la démocratie. L'engagement du Canada à l'égard du maintien et de la consolidation de la paix devrait inclure le soutien des conflits par le biais de processus de transition démocratique. Les sociétés profondément divisées ont besoin de temps pour se remettre d'un héritage de méfiance. L'aide canadienne à la démocratie tirerait profit des leçons tirées de son engagement historique dans la consolidation de la paix, notamment par les moyens suivants :

- S'appuyer sur des approches sociologiques profondes pour comprendre les racines historiques des conflits;
- Mettre l'accent sur les dialogues nationaux et l'appropriation nationale dans la définition de nouvelles institutions, lois et politiques qui traitent de sujets conflictuels;
- Reconnaître et s'adapter aux capacités très variables d'un État divisé à l'autre (p. ex. l'Afghanistan par opposition à la Somalie) et;
- Reconnaître que le temps est essentiel à la guérison des divisions profondes. Les initiatives ciblées et à petite échelle, les créneaux ciblés et les attentes gérées sont importants lorsqu'on travaille dans ces États.

Promouvoir la tolérance à l'ère sectaire

Promouvoir la tolérance à l'ère sectaire est plus important que jamais parce que les divisions religieuses sont une forme prononcée et croissante de division conflictuelle dans de nombreuses régions du monde. Les leçons pour la paix et la démocratie commencent par la tolérance et le respect de la diversité des opinions religieuses. La démocratie est enracinée dans la civilité, le respect des opinions dissidentes et l'acceptation de la défaite politique.

Dans certains cas, l'extrémisme religieux est un sous-produit de la pauvreté et de l'échec des services publics. Au Pakistan, les familles envoient souvent leurs enfants dans des écoles religieuses en l'absence d'une éducation publique plus modérée¹³. L'Arabie saoudite, par exemple, qui finance activement les imams avec des messages intolérants, constitue un défi de taille pour promouvoir l'inclusion. Sur le plan programmatique, les États ayant des traditions séculières ont souvent du mal à travailler avec les organisations confessionnelles et à comprendre la paix fondée sur la foi¹⁴. En toute circonstance, il est extrêmement difficile de trouver des ouvertures pour promouvoir la tolérance dans des contextes de profondes divisions religieuses.

Comme l'a reconnu Affaires mondiales Canada (AMC), le Canada a fait de la promotion du pluralisme et de l'inclusion, ainsi que de la reconnaissance et du respect de la diversité, une priorité. AMC s'emploie à renforcer la promotion et la protection internationales de la liberté de religion ou de conviction. Il s'agit là d'une contribution essentielle à une approche inclusive du soutien international à la démocratie.

En somme, à côté des valeurs féministes, ces facteurs sont essentiels à un engagement renouvelé envers la démocratie dans le monde et sont des domaines où l'expérience, les valeurs et la vision distinctes du Canada peuvent apporter une contribution importante.

Recommandations à l'intention du Comité : Mettre en œuvre une approche féministe de l'aide à la démocratie

Même si ce n'est qu'une des nombreuses raisons importantes pour lesquelles le Canada doit renouveler son engagement envers l'aide à la démocratie, le féminisme est une question d'importance vitale que le Canada est particulièrement bien placé pour faire progresser. L'inclusion politique est un élément fondamental du développement, de la paix et de la justice et offre un retour sur investissement avéré. L'égalité des sexes dans le leadership politique se traduit par une diminution de la corruption d'État¹⁵; une plus grande importance accordée au règlement des conflits et aux politiques socioéconomiques; et l'amélioration de la vie des femmes, des enfants et d'autres groupes traditionnellement marginalisés¹⁶. En outre, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en tant que parties intégrantes de la démocratie est stratégique pour combattre les nouvelles tendances autoritaires.

Le temps est venu d'adopter une approche féministe intégrée de la démocratie. En permettant au genre d'exister dans les marges floues des critères démocratiques, les États démocratiques ont trop souvent permis que ces valeurs soient capturées et instrumentalisées. Sous la direction du Canada, la communauté internationale des démocraties peut intégrer de façon significative les principes féministes dans ses définitions et ses mesures du progrès démocratique.

Le Comité devrait tenir compte de ce qui suit lorsqu'il élabore l'approche féministe du Canada en matière d'aide à la démocratie :

- Mesurer la démocratie et l'égalité politique entre les sexes à l'aide de normes intersectionnelles qui mettent l'accent sur le pluralisme politique et la diversité socioéconomique.

Le Canada devrait continuer de regarder au-delà de la masse des femmes en politique pour déterminer la composition de ces femmes, en intégrant des indicateurs de pluralisme et de diversité dans les statistiques ventilées par sexe et en créant de nouvelles mesures d'impact politique transformateur et de changement social. Cela comprend la diversité socioéconomique et la représentation des minorités ethniques et religieuses, des personnes handicapées, des jeunes et de la communauté LGBTQ2. Cela signifie également qu'il faut mettre l'accent sur le multipartisme dans la démocratie, depuis les élections multipartites jusqu'aux structures de gouvernance qui permettent des freins et contrepoids multipartites. Là où la politique multipartite échoue, les fondements de la démocratie et de la paix sont menacés. Il est essentiel que les stratégies de gouvernance inclusive s'attaquent aux racines et aux effets de l'inégalité des règles du jeu politique, favorisent le multipartisme, renforcent la capacité des partis politiques professionnels et améliorent l'information politique accessible au public. De même, l'assistance technique aux électeurs et l'observation professionnelle des élections demeurent des éléments essentiels de l'assistance à une gouvernance inclusive.

- Atteindre et dépasser la représentation descriptive

L'atteinte d'une « masse critique¹⁷ » de femmes dans les organes élus devrait rester un objectif d'investissement de l'aide, notamment en soutenant la conception appropriée des quotas électoraux. Cependant, il est également important de regarder au-delà des chiffres et de mettre l'accent sur les contributions substantielles des femmes dans la vie publique. Par exemple, les programmes d'aide qui forment et offrent des possibilités de mentorat aux candidates et aux femmes qui ont des ambitions politiques, ainsi que le travail avec les femmes au Parlement et dans d'autres bureaux élus pour concevoir et promouvoir leurs politiques, établir des caucus de femmes et appuyer la sensibilisation des électeurs¹⁸. De même, les activités d'éducation civique et d'éducation des électeurs sensibilisent et encouragent la participation des femmes en tant qu'électrices. Les conseils techniques aux commissions

électorales réduisent les obstacles et les entraves à l'accès des femmes aux bureaux de vote. Les mesures de plaidoyer et de sensibilisation appellent les partis politiques, les gouvernements et autres à prendre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de leurs plans d'action nationaux et des engagements internationaux en faveur de la participation des femmes dans la fonction publique. D'autres mesures encore appuient les initiatives de réforme juridique visant à abolir les lois discriminatoires et à encourager des cadres juridiques favorables ou à réduire la violence contre les femmes en politique.

- Mettre fin à la politique de deux poids, deux mesures en matière de normes électorales dans les processus de démocratisation

Il y a aujourd'hui deux poids, deux mesures en matière électorale dans les processus de démocratisation. Dans la pratique, certaines lois comptent souvent plus que d'autres lorsqu'il s'agit de déterminer le caractère démocratique d'une démocratie, quelle que soit la hiérarchie du droit. Le problème, cependant, c'est que les lois qui aboutissent au deuxième niveau sont souvent celles qui visent à défendre la participation et la sécurité des femmes dans l'exercice de leurs droits civils et politiques. Récemment, le Kenya et Haïti, respectivement, ont annulé des élections nationales et subi des bouleversements en raison d'irrégularités électorales. Pourtant, dans les deux cas, les violations flagrantes du droit constitutionnel n'étaient pas à l'origine de la tourmente, car ces violations concernaient la protection de l'espace des femmes dans les institutions publiques. Les politiques protégeant les droits et la participation des femmes ne doivent plus être considérées comme secondaires pour déterminer la qualité de la démocratie. Une approche féministe de l'aide à la démocratie permettrait de mettre fin à la pratique des « exceptions de genre » à la hiérarchie du droit et à la mesure de l'intégrité électorale.

- Mettre fin à l'impunité pour la violence contre les femmes en politique

La démocratisation reste incomplète là où la moitié de la population est victime de discrimination et de violence politique. La violence à l'égard des femmes en politique vise les femmes qui participent à la vie publique ou politique, soit spécifiquement parce qu'elles sont des femmes, soit de manière nettement sexiste¹⁹. Elle institutionnalise la position subordonnée des femmes dans la société en les excluant par la force de la gouvernance étatique. Cette forme unique de violence terrorise et dégrade ses victimes individuelles, mine la démocratie en imposant un contrôle patriarcal des institutions démocratiques et entrave le potentiel de croissance économique associé à une plus grande participation politique des femmes²⁰. La violence contre les femmes en politique est l'expression ultime du patriarcat et un outil de promotion autoritaire. Tant qu'on ne s'y attaque pas systématiquement, de nombreux processus électoraux risquent de reproduire des structures patriarcales qui excluent et réduisent au silence la voix des femmes et favorisent une croissance autoritaire. Une approche féministe de l'aide à la démocratie intégrerait l'élimination de cette forme de violence comme précepte fondamental.

- S'éloigner des institutions patriarcales

L'insertion des femmes dans des institutions dotées de systèmes patriarcaux intégrés ne s'attaque pas aux racines de l'exclusion et peut reproduire les structures patriarcales qui placent les femmes dans des positions subordonnées. Lors de la conception de nouvelles approches, une approche d'analyse du pouvoir devrait être utilisée pour identifier les espaces de changement pour la participation politique des femmes, ainsi que les occasions où les femmes s'engagent de manière proactive pour surmonter les contraintes patriarcales²¹. Cela peut refléter l'engagement avec les institutions qui reproduisent le plus

souvent le patriarcat d'État, y compris les écoles, les institutions religieuses et les médias, ainsi que les discriminations et les systèmes juridiques, y compris la conception du système électoral.

- Bien plus qu'une représentation substantielle dans la formation de l'État et la réforme démocratique

Si l'on regarde encore plus loin, l'aide étrangère peut s'engager dans les formes plus larges de la politique qui façonnent l'inégalité des sexes et l'injustice au sein des sociétés et entravent la participation politique inclusive. Ce type d'approche mettrait l'accent sur le rôle politique des femmes pendant les moments critiques de la formation et de la réforme de l'État, et sur le rôle des institutions et des espaces formels et informels, tels que les conseils de village, les *shuras*, les structures tribales et les associations²². Elle tirerait parti des intérêts, des incitations et des idées des différents acteurs qui façonnent les perspectives d'inclusion politique et de promotion de l'égalité des sexes dans différents espaces.

- Accompagner le changement

La participation politique des femmes suit souvent des schémas générationnels et subit actuellement un changement de génération dans de nombreuses régions du monde – par exemple, dans les pays postcommunistes. De même, les principaux changements législatifs, tels que l'introduction de quotas, ont des impacts variables dans le temps et doivent être continuellement revus. Il est important de comprendre les changements dans les moteurs de la participation politique entre les générations et au cours de la durée de vie des politiques.

- Commencer par soi

Bien qu'elle ait connu d'importants changements au cours des dernières années, l'aide internationale à la démocratie en tant que champ d'exercice est une profession historiquement dominée par les hommes. En redéfinissant son engagement dans ce domaine, le Canada devrait revoir de façon proactive l'équilibre entre les sexes dans le domaine de la pratique et tenir les fournisseurs d'aide à la démocratie responsables de l'atteinte des objectifs en matière d'égalité des sexes tant dans les projets que dans les structures internes.

Conclusion

Le Canada est appelé à appuyer la gouvernance inclusive dans le cadre de l'objectif 16 du développement durable des Nations Unies et peut jouer un rôle essentiel dans la protection et la promotion de la démocratie à l'étranger. En renouvelant son engagement, le Canada pourrait réévaluer les principes fondamentaux de la défense et de la promotion de la démocratie. Cela signifie reconnaître que l'intégrité électorale n'existe pas là où la primauté du droit n'est pas appliquée pour protéger et défendre tous les citoyens également. Qu'il ne peut y avoir d'exceptions de genre dans la hiérarchie du droit. La démocratisation reste incomplète là où la moitié de la population est victime de discrimination et de violence politique sous toutes ses formes. Tant que la violence à l'égard des femmes en politique ne sera pas systématiquement combattue, de nombreux processus électoraux risquent encore de reproduire les structures patriarcales qui excluent et réduisent au silence les voix des femmes. L'adaptation d'une approche féministe de la démocratie et de l'aide à la démocratie est essentielle pour relever ce défi fondamental en matière de droits de la personne.

À propos de la D^{re} Gabrielle Bardall

Gabrielle Bardall est titulaire d'un doctorat en démocratisation comparée de l'Université de Montréal, de l'Université McGill et de l'Institut d'études politiques de Paris. En tant que spécialiste de l'aide électorale, elle a travaillé dans plus de 40 pays avec des organisations internationales, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU Femmes, le Département des affaires de maintien de la paix de l'ONU, la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, Democracy Reporting International, le Centre Carter et d'autres sur les élections, la démocratie et la responsabilisation politique des femmes. Elle s'est vu décerner une bourse de la Fondation Pierre Elliott Trudeau pour son travail de doctorat et a organisé l'atelier « Le rôle du Canada dans la promotion de la démocratie » en 2016. Elle est une ancienne élève de la Women's Campaign School de l'Université Yale et du programme de bourses du Congrès de l'American Political Science Association. Ses écrits ont été publiés dans divers journaux canadiens, américains et internationaux, sur des sites de politiques et dans des revues universitaires. Mme Bardall est actuellement conseillère en genre à l'IFES et chercheuse au Centre d'études des politiques internationales de l'Université d'Ottawa.

À propos de l'IFES : « Un vote pour chaque voix »

Depuis plus de trente ans, l'International Foundation for Electoral Systems (IFES) – une organisation à but non lucratif non partisane basée aux États-Unis – travaille dans plus de 145 pays pour soutenir le droit des citoyens à participer à des élections libres et régulières. Des élections crédibles sont la pierre angulaire d'une démocratie saine et permettent à toute personne d'exercer son droit fondamental d'avoir son mot à dire dans la manière dont elle est gouvernée.

Actuellement, l'IFES travaille dans plus de 30 pays pour renforcer les processus démocratiques tout au long du cycle électoral. Nos principaux secteurs de services comprennent le renforcement à long terme des capacités des commissions électorales, l'élargissement de la participation et de l'inclusion des citoyens, l'autonomisation des groupes marginalisés et la recherche et les enquêtes qui éclairent notre travail et favorisent la démocratie, les droits et la discipline de gouvernance.

L'IFES croit que la démocratie est enracinée dans l'inclusion égale et autonomisée des femmes et des hommes dans la gouvernance de leur pays. Basé sur les normes internationales en matière de droits de la personne, les meilleures pratiques et la recherche de pointe, l'IFES promeut la participation politique, la justice et l'égalité des droits pour les femmes et les hommes partout dans le monde. Nous croyons en l'intégration d'une perspective féministe intersectionnelle dans tout notre travail d'aide à la démocratie et aux élections, en planifiant et en mesurant nos programmes en fonction de leur impact transformationnel sur la dynamique du pouvoir selon le sexe. Nous nous efforçons de soutenir les femmes dirigeantes actuelles et futures, d'encourager et d'aider les champions masculins des droits des femmes et d'éliminer les obstacles importants à la participation politique des femmes, tels que la violence à l'égard des femmes en politique et les dimensions sexospécifiques du financement politique.

- ¹ Thomas Carothers, *Aiding Democracy Abroad: The Learning Curve*, Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1999.
- ² *Ibid.*
- ³ Gabrielle Bardall, *Canada's Global Role in Promoting Inclusive Governance: Recommendations and Report on Workshop Findings*, Fondation Pierre Elliott Trudeau, 2016 :
http://www.fondationtrudeau.ca/sites/default/files/canadas_global_role_in_promoting_inclusive_governance_fin_al_report.pdf.
- ⁴ https://www.giga-hamburg.de/en/system/files/publications/wp292_lorch-bunk.pdf.
- ⁵ Jessica Huber et Lisa Kammerud, *Violence Against Women in Elections: A Framework for Assessment, Monitoring, and Response*, Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), 2016.
- ⁶ <http://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-208>.
- ⁷ <https://codastory.com/disinformation/how-disinformation-became-a-new-threat-to-women/>.
- ⁸ <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13510347.2018.1479693>.
- ⁹ <http://publications.gc.ca/collections/Collection/SW21-15-1995F.pdf>.
- ¹⁰ Gabrielle Bardall, *Canada's Global Role in Promoting Inclusive Governance: Recommendations and Report on Workshop Findings*, Fondation Pierre Elliott Trudeau Foundation, 2016.
http://www.fondationtrudeau.ca/sites/default/files/canadas_global_role_in_promoting_inclusive_governance_fin_al_report.pdf.
- ¹¹ <https://unfccc.int/topics/gender/the-big-picture/introduction-to-gender-and-climate-change>.
- ¹² <https://www.iucn.org/>.
- ¹³ Gabrielle Bardall, *Canada's Global Role in Promoting Inclusive Governance: Recommendations and Report on Workshop Findings*, Fondation Pierre Elliott Trudeau, 2016 :
http://www.fondationtrudeau.ca/sites/default/files/canadas_global_role_in_promoting_inclusive_governance_fin_al_report.pdf.
- ¹⁴ *Ibid.*
- ¹⁵ Chandan Kumar Jha et Sudipta Sarangi, « Women and corruption: What positions must they hold to make a difference? », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 2018; 151 : 219.
- ¹⁶ https://gem-report-2017.unesco.org/en/chapter/gender_monitoring_leadership/.
- ¹⁷ C'est à ce moment que la représentation devient substantielle plutôt que simplement descriptive.
- ¹⁸ <https://www.cips-cepi.ca/2016/12/15/women-in-politics-part-2-moving-forward-supporting-gender-inclusivepolitical-participation/>.
- ¹⁹ Gabrielle Bardall, *Violence Against Women in Politics*, Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), 2018.
- ²⁰ Gabrielle Bardall, *Breaking the Mold: Understanding Gender and Electoral Violence*. Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), 2011.
- ²¹ <https://www.cips-cepi.ca/2016/12/15/women-in-politics-part-2-moving-forward-supporting-gender-inclusivepolitical-participation/>.
- ²² *Ibid.*